



## Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Jeudi 1<sup>er</sup> octobre.

**Moïse Katumbi : «J'ai une lutte à faire : protéger la démocratie dans notre pays».** Moïse Katumbi, riche homme d'affaires et gouverneur du Katanga depuis 2007, a démissionné mardi 29 septembre de son poste et du PPRD, le parti présidentiel. Dans une déclaration publiée sur Twitter, il évoquait plusieurs raisons à l'origine de cette démission. Pour Radio Okapi, il a accepté d'expliquer son geste. Interview.

**Moïse Katumbi Chapwe, vous avez démissionné du PPRD et du gouvernorat de province. Au regard de toutes les raisons qui ont été avancées par vous, vous ne trouvez pas que votre démission arrive tardivement ?** Pas du tout. Ma démission n'est pas tardive parce que j'attendais le gouverneur élu. Je crois que vous avez suivi la dernière réunion du conseil des ministres. On va nommer les commissaires spéciaux, ça ce n'est pas constitutionnel. S'il y avait eu l'élection des gouverneurs, je pouvais rester pour la remise-reprise. J'attendais ce gouverneur-là, j'ai même dit avant que nous serons prêts pour accueillir les quatre nouveaux gouverneurs.

**Dans votre communiqué, vous avez expliqué avoir remis votre démission au secrétaire général du PPRD, certains pensent que c'est une trahison.** J'ai déposé en bonne et due forme parce que je suis entré au PPRD, parce que le PPRD qui était mon parti, prônait la démocratie. Et quand je vois là où nous sommes en train de partir, je me suis dit: je dois quitter le PPRD. Pour les autres qui disent que Moïse Katumbi vient de trahir, je suis désolé parce que quand on dit la vérité, peut-être que c'est ça la trahison. Moi je considère les gens qui ne veulent pas écouter, les gens qui voudront dans notre pays changer la constitution, les gens qui voudront à tout prix que nous ne puissions pas avoir des élections en 2016, les gens qui veulent nommer les commissaires spéciaux, c'est ça la trahison. Mais si vous regardez, depuis que je suis venu au pouvoir j'ai dit je vais respecter les textes, je vais respecter la constitution. Si vous parlez de trahison parce qu'on veut respecter la constitution, je suis désolé. Vous savez, moi j'étais en Zambie avec le président Ciluba, il y avait des gens qui voulaient que le président Ciluba puisse briguer un troisième mandat. J'étais là en Zambie, j'étais un grand opérateur économique, parmi les premiers opérateurs économiques en Zambie. En ce moment-là, je préfinançais la Gecamines et le magasin du peuple. Le président Ciluba m'a demandé conseil, il voulait savoir s'il pouvait "glisser" ou avoir un troisième mandat. Je suis allé lui dire que la population pour le moment ne veut pas que vous puissiez continuer. La population veut que vous soyez le père de la démocratie. Mais il a eu des ministres qui lui ont dit de forcer. À la fin, Ciluba a perdu sa crédibilité. Ces mêmes ministres qui disaient aux autres qu'ils avaient trahis, sont venus travailler avec Mwanawassa. On le voit aussi, le général Mahele qu'on a tué dans notre pays parce qu'il avait dit la vérité à Mobutu. On l'avait tué et traité de traître. Les mêmes gens qui ont tué le général Mahele dans notre pays travaillent avec nous. Quand on parle de trahison, je ne suis pas d'accord.

Avant la mort du président Ciluba, il est venu me voir avec son épouse pour me dire merci. Il m'a dit: Moïse, j'étais très fâché contre toi mais je sais que tu es une personne qui m'aimait beaucoup parce que tu m'avais dit la vérité. Les autres protégeaient leurs fauteuils. Il y avait même des gens qui étaient chassés du pouvoir du côté de Ciluba qui voulaient rentrer. Pour avoir un poste, ils disaient: les autres ont trahi. Moïse a trahi quand il vous a donné ce petit conseil. Or, je n'étais pas un politicien, c'était un conseil. C'est ce que je ne voudrais pas dans notre pays qu'on amène au président Kabila. C'est un jeune président qui est venu travailler pour pacifier le pays, ramener la démocratie. Le père de la démocratie. L'histoire va rester dans notre pays. Je ne voudrais pas que les mêmes gens puissent dire : Ah, nous on disait au président Kabila de ne pas glisser, de ne pas avoir le troisième mandat, d'être souple. Et je ne voudrais pas à la fin que ces mêmes gens puissent changer et dire: le président Kabila n'écoutait pas. La vérité est têtue.

**Que répondez-vous à ceux qui disent que c'est grâce au président Kabila qui a accepté que vous soyez à la tête de la province que vous vous êtes enrichis aujourd'hui ?** Si on dit ça, c'est qu'on ne connaît pas l'histoire de notre famille. On peut demander à tout le peuple congolais. A l'époque, il n'y avait que Katebe Katoto et le père de Jean-Pierre Bemba qui était de Scibe Zaïre. Et nous, nous pouvons justifier notre argent. Nous ne sommes pas arrivés en politique les poches vides. J'étais président de Mazembe, Mazembe voyageait toujours avec des avions affrétés que ça soit en Coupe d'Afrique. J'ai dû financer le magasin du peuple, j'ai dû préfinancer la Gecamines avec des millions de dollars. J'ai préfinancé même l'AFDL. Si vous lisez le livre de l'ambassadeur Katumba, la vérité est têtue. Il y a des gens qui diront aujourd'hui, Moïse s'est enrichi. Mais demandez à la population, la population peut témoigner pour notre famille. Et je demanderais à tout le peuple congolais que nous puissions nous tous venir montrer où nous avons eu notre argent. Je suis prêt M. le journaliste d'Okapi. Faisons une table ronde. Parlons de ça, comme ça on va éclairer la population. Moïse Katumbi quand il est revenu d'exil, il est revenu en jet privé.

**Maintenant que vous venez de démissionner, quel sera votre avenir politique. Etes-vous le potentiel candidat aux élections de 2016 ?** C'est hier que j'ai démissionné. J'avais dit que j'allais prendre un petit temps. J'ai une lutte à faire: protéger la démocratie dans notre pays. Renforcer la démocratie dans notre pays. Je prends un petit temps de repos pour être à l'écoute de la population et travailler avec toutes les forces vives. Et surtout pour la liberté d'expression dans notre pays. (Radio Okapi)

**Le gouverneur Paluku dément la présence des militaires rwandais au Nord-Kivu .** Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, dément des allégations faisant état, depuis une semaine maintenant, de la présence des troupes rwandaises dans cette province de la RDC. Cette présence étrangère, selon une certaine opinion, serait la conséquence de l'accord signé le 24 septembre dernier à Kigali en matière de coopération entre les gouvernements de la RDC et du Rwanda. « Il n'y a eu aucun accord signé entre les deux pays dans ce domaine [militaire, NDLR] », a affirmé Julien Paluku.

**RDC : 33 ONG saluent la démission de Moïse Katumbi.** Trois-trois ONG de droits de l'homme ont salué la démission de l'ancien gouverneur, Moïse Katumbi du parti présidentiel, le PPRD, et de son poste de gouverneur de l'ex-province du Katanga. Dans une déclaration publiée mercredi 30 septembre, ces associations membres de l'Observatoire congolais de bonne gouvernance (OCBG), encouragent d'autres citoyens à faire échec à tout ce qui tend à violer la loi fondamentale. Les 33 ONG disent lutter pour le respect de la constitution et interpellent le chef de l'Etat pour qu'il prenne en compte l'avis de la majorité du peuple congolais.

**Kisangani : la communauté internationale disposée à rapatrier les ex-FDLR au Rwanda, selon Jon Lambe.** Jon Lambe, adjoint de l'ambassadeur de la Grande Bretagne en RDC, a réaffirmé mercredi 30 septembre à Kisangani la disponibilité de son pays et de la communauté internationale à soutenir dans les meilleures conditions le retour des ex-combattants FDLR au Rwanda. Il a dit au terme d'une visite qu'il a effectué au camp Bauma à Kisangani, où sont cantonnés ces ex-combattants.

**RDC : suspension des sessions ordinaires des assemblées de nouvelles provinces.** Les sessions ordinaires des assemblées provinciales de nouvelles provinces ont été suspendues. En Ituri par exemple, l'ouverture de la session de septembre annoncée mardi dernier par voie de presse dans un communiqué officiel ne s'est plus déroulée. Le rapporteur de cette assemblée provinciale, Joseph Ndiya, a affirmé, jeudi 1er octobre que cette session ne devrait plus avoir lieu sur décision du vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, Evariste Boshab. A la Tshuapa et en Equateur, les forces de l'ordre ont empêché les deux institutions à siéger.

**Mbuji-Mayi: six détenus sont morts de faim.** Six prisonniers sont morts de l'hypoglycémie dans la prison de Mbuji-Mayi, au Kasai Oriental, où la malnutrition sévit depuis plusieurs mois. La sixième victime a été enregistrée mardi 29 septembre, ce qui ramène à onze, le nombre de prisonniers qui sont décédés dans cette unité de détention en septembre. La prison de Mbuji-Mayi connaît une rupture totale de vivres pour les détenus, depuis le 13 Septembre dernier.

**RDC: Mwami Godefroid M'siri élu président du Comité exécutif du Forum des rois et chefs traditionnels d'Afrique.** Sa Majesté Mwami Mwenda Bantu Munongo Godefroid M'siri est élu président du Comité exécutif du Forum des rois et chefs traditionnels d'Afrique. Il a été investi de ce pouvoir à Kinshasa, mercredi 30 septembre au Palais du peuple par ses pairs africains. Le nouvel élu va diriger cette organisation pendant deux ans. Le Forum des rois et chefs traditionnels d'Afrique a été créé en 2008 à l'initiative de feu Mouammar Kadhafi de la Lybie. Il regroupe plus de 1500 chefs traditionnels de 54 pays de l'Afrique.

**Kasaï-Oriental: la Banque mondiale évalue le projet Profit-Congo.** Une mission mixte gouvernement central - Banque mondiale séjourne à Mbuji-Mayi depuis mardi 30 septembre pour évaluer à mi-parcours les réalisations menées dans le cadre du projet Profit-Congo, dans la province du Kasaï-Oriental. Ce projet vise à renforcer la redevabilité et la transparence dans la gestion des finances publiques.

**Le manque d'infrastructures retarde la rentrée scolaire à Kongolo.** Les élèves des écoles du territoire de Kongolo (Tanganyika) parties en fumée à cause des feux de brousse n'ont pas encore repris les cours, indiquent les responsables de la société civile locale. Dans le reste du pays, la rentrée scolaire est intervenue le 7 septembre dernier. A Kongolo, quatre écoles ont été détruites il y a environ deux mois par les feux de brousse. Emmanuel Mpungu, membre de la société civile de Kongolo, indique que plusieurs villages ont été abandonnés à la suite de ces feux de brousse.

**RDC: Lambert Mende n'est pas surpris par la démission de Moïse Katumbi.** Le ministre de la Communication et Médias et porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, a déclaré jeudi 1er octobre que la démission de Moïse Katumbi du PPRD, le parti présidentiel, et de son poste de gouverneur du Katanga ne le surprenait pas. « Sa démission ne nous surprend pas parce que ça faisait plus d'un an qu'il avait pris des positions à l'emporte-pièce à contrario, de la philosophie de notre famille politique », a fait savoir Lambert Mende, faisant allusion au discours prononcé l'année dernière par Moïse Katumbi à son retour à Lubumbashi. Le président de Mazembe avait évoqué une métaphore sur un troisième penalty. Un discours que certains avaient interprété comme son opposition à un troisième mandat de l'actuel chef de l'Etat. Pour Lambert Mende, Moïse Katumbi gardait encore son poste de gouverneur grâce « à la grandeur d'âme du président Joseph Kabila ».

**RDC: la production du café est passée de 120 000 à 8 000 tonnes.** La production de l'Office national du café est passée de 120 000 à 8 000 tonnes en l'espace de 24 ans, a déclaré jeudi 1er octobre le directeur général de cette institution publique, Albert Kabongo, à l'occasion de la Journée internationale du café.

Albert Kabongo veut relancer la production du café. Il a fait savoir qu'il voulait que la RDC retrouve sa capacité de production d'il y a 24 ans. Pour retrouver cette production, Albert Kabongo estime qu'il faut notamment venir à bout de la Trachéomyse (une maladie qui sévit dans les plantations de café), des conflits armés ainsi que de la faiblesse des mécanismes de financement agricole.

**Vendredi 2 octobre.**

**RDC : le projet de budget 2016 chiffré à environ 8 milliards USD.** Le budget de l'Etat pour l'exercice 2016 se chiffre à un peu plus de 8 milliards de dollars américains, a révélé jeudi 1er octobre le Premier ministre, Matata Ponyo, lors du dépôt du projet de loi de finance au Parlement. L'année dernière, le Gouvernement avait déposé un projet de budget estimé à 9,09 milliards de dollars américains, soit une baisse d'environ un milliard de dollars américains. Matata Ponyo a déclaré que le budget 2016 s'inscrivait dans un contexte difficile, caractérisé par la baisse du cours des matières premières.

**L'Allemagne plaide pour l'amélioration du climat des affaires en RDC.** L'ambassadeur d'Allemand, Wolfgang Manig, plaide pour l'amélioration du climat des affaires en RDC. Il s'est exprimé ainsi jeudi 1er octobre à Kinshasa devant la presse congolaise en marge du 25e anniversaire de la réunification de l'Allemagne. Une fête célébrée le 3 octobre de chaque année. Wolfgang Manig a dénoncé les tracasseries dont sont victimes les investisseurs étrangers et invité les autorités congolaises à y remédier.

**Beni: 23 prévenus comparaissent pour viols et meurtres.** Le Tribunal de grande instance(TGI) de Beni instruit, depuis jeudi 1er octobre, 23 dossiers dont 16 pour viols sur les filles mineurs et 7 pour meurtres, à Mangina et Kyondo, deux agglomérations à 70 kms de la ville de Beni (Nord-Kivu). Ces audiences foraines qui vont durer 15 jours visent à réprimer les infractions de violences sexuelles et de meurtre dans le territoire de Beni, indique Alain Kanane, président du TGI de Beni. Ces crimes ont été commis au cours des mois de juillet et août dans les cités de Mangina et Kyondo ainsi que dans les villages de Kyanzaba et Cantine. Vingt-sept prévenus en détention et seize victimes de viol ont comparu en présence d'une foule nombreuse.

**Le MSR prend acte de son exclusion de la Majorité présidentielle.** Le Mouvement social pour le renouveau (MSR), prend acte de son exclusion de la Majorité présidentielle (MP) et accepte la rupture. Dans une déclaration faite jeudi 1er octobre à Kinshasa, le bureau politique de ce parti qui constituait la deuxième force politique de la majorité au pouvoir se félicite de la cohésion, de la discipline et du

sens élevé de responsabilité de ses cadres et militants face à ce qu'il qualifie d'intolérance et de velléités de débauchages.

**Massacres de Beni: la société civile dit avoir documenté plus de 500 morts.** Plus de cinq cents personnes ont été tuées à la machette, haches et marteaux, en l'espace d'une année, dans le territoire de Beni au Nord-Kivu. Les coordinations de la société civile locale l'ont révélé jeudi 1er octobre, à l'occasion de la commémoration du premier anniversaire du massacre des civils à Beni, perpétré le 2 octobre 2014. «Jusqu'à ce jour, nous avons documenté et enregistré plus de 500 personnes tuées à la hache, machette, marteaux », a déclaré le président de la société civile de Beni, Tedy Kataliko. Environ 84 personnes, dont plusieurs enfants, avaient été massacrées dans ces localités par des hommes armés début octobre 2014. L'ancien ministre de l'Intérieur, Richard Muyej, avait déploré «une humiliation pour la nation». Une année après ces massacres, les coordinations de la société civile parlent de crimes contre l'humanité et demandent une enquête internationale pour identifier et poursuivre les vrais auteurs de ces actes.

**Ituri: le président de la société civile de Mambasa aux arrêts.** Le président de la société civile de Mambasa (Ituri), Martin Mangala, est aux arrêts depuis mardi 30 septembre dernier au parquet secondaire de cette cité. Il est poursuivi pour avoir fait de "fausses" déclarations le 17 août dernier sur Radio Okapi, au sujet de l'occupation d'une école par les militaires, a indiqué Le chef de cette instance, Jean Jacques Muteba. Le commandant de la 31eme brigade des FARDC, le général Muhindo Akili Mundos, avait qualifié ces déclarations de fausses, avant de saisir le parquet secondaire de Mambasa.

**Tanganyika: une commission de résolution des conflits installée à Manono.** Une commission de résolution des conflits a été installée jeudi 1er octobre dans le groupement de Mbayo à Mbayo dans le territoire de Manono (Tanganyika). Quatorze membres, dont deux hommes d'église et six femmes ont été choisis dans cette commission chargée de contribuer à la réconciliation des populations et sensibiliser les réfractaires à rejoindre le comité de paix.

**RDC: le procès pour viols de Minova n'a pas réussi à rendre justice, selon Human Right Watch.** Human Right Watch (HRW) a publié jeudi 1er octobre à Kinshasa un rapport intitulé «la justice en procès: Enseignements tirés du procès des viols de Minova en RDC» portant sur le procès pour viols d'au moins soixante-seize femmes par les militaires FARDC. Selon ce rapport, ce procès n'a pas réussi à rendre la justice ni pour les victimes ni pour les accusés. «Les autorités congolaises doivent tirer des enseignements de cette affaire et veiller à ce que justice soit véritablement rendue à l'avenir. Elles le doivent aux victimes» a plaidé Géraldine Mattioli Zeltner, directrice de plaidoyer au sein du programme Justice internationale à Human Right Watch.

Au total, trente-neuf de militaires étaient poursuivis par le ministère public pour ces viols commis après la prise de Goma par la rébellion du M23. Alors qu'ils fuyaient, des soldats de l'armée congolaise avaient commis des exactions à Minova et ses alentours dans la province du Sud-Kivu. Ils étaient accusés de crimes de guerres par viols, meurtres, pillages et dissipation de munitions.

**Beni: marche de soutien à Joseph Kabila.** Une marche de soutien au chef de l'Etat Joseph Kabila a été organisée jeudi 2 octobre à Beni, à plus de 350 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). Une centaine de personnes, dont les fonctionnaires de l'Etat, les acteurs politiques, publics et privés, ont pris part à cette manifestation, organisée par la Majorité présidentielle (MP) en collaboration avec la mairie de la ville de Beni. Du côté de l'opposition et de la société civile au Nord-Kivu, l'on dénonce plutôt le caractère contraignant de cette marche à l'égard des fonctionnaires de l'Etat.

**RDC: Vital Kamerhe appelle Joseph Kabila à se prononcer sur la fin de son mandat présidentiel.** Le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC), Vital Kamerhe invite le chef de l'Etat Joseph Kabila à se prononcer clairement sur la fin de son mandat, à treize mois de la présidentielle de 2016. «Nous, nous aurions souhaité que le président de la République étant garant de la constitution puisse sortir de son silence et apaiser tous les esprits en disant : tout ce qu'on dit-là [glissement du mandat] ne me concerne pas et je vais garantir le respect de la constitution», a-t-il souligné.

**RDC: l'Ordre des avocats qualifie l'arrestation de Me Tshibangu Kalala de «violation grave».** L'Ordre des avocats qualifie l'arrestation de Me Tshibangu Kalala de violation grave de son indépendance Arrêté depuis le 29 septembre dernier puis détenu à la Prison centrale de Makala, Me Tshibangu est poursuivi pour rétention illicite des documents dans le dossier que la RDC avait remporté contre l'Ouganda devant la Cour Internationale de Justice en 2005. Dans sa version, rapportée par le Conseil de l'Ordre, Me Tshibangu Kalala indique que les fait lui reprochés ne sont nullement établis. Il affirme, en effet, exercer son droit de rétention sur les pièces obtenus par ses

diligences afin d'obtenir paiement de ses honoraires définitifs, ce, en vertu de l'article 77 alinéa 2 de la loi organique.

### **Samedi 3 octobre.**

**RDC : un parti politique préconise la publication des biens et salaires des gouvernants.** Le Parti national pour la démocratie et le développement (PND) préconise que les biens et les salaires des gouvernants congolais soient régulièrement publiés. Le secrétaire général de cette formation politique, Christian Momat, a fait cette proposition, vendredi 2 octobre, à Lubumbashi (Haut-Katanga). Il estime que dans le cadre de la nouvelle citoyenneté, l'Etat doit imposer la traçabilité des avoirs des gouvernants pour éviter des enrichissements illicites.

**RDC : les avocats de Vano Kiboko interjettent appel.** Les avocats de l'ancien député Vano Kiboko comptent aller en appel contre la condamnation de leur client à trois ans de prison ferme. Se référant au code pénal, Me Séraphin Umba, l'un des avocats du président de l'association culturelle « Lwanzo Lwa Mikuba », indique que la peine prévue pour l'infraction de racisme et haine tribale est de deux ans et non trois ans. Le tribunal de paix de la Gombe a condamné, mardi 15 septembre, Vano Kiboko à trois ans de prison ferme pour incitation à la haine raciale, tribalisme et propagation de faux bruits. Arrêté depuis décembre dernier et écroué à la prison centrale de Makala, le président de l'association culturelle Lwanzo Lwa Mikuba a plaidé non coupable et a promis d'aller en appel.

**RDC : Michel Okongo investi candidat président de la République pour 2016.** Maître Michel Okongo Lomena a été officiellement investi candidat président de la République pour la présidentielle de 2015. Cette résolution a été prise, vendredi 2 octobre, à l'issue du premier congrès de son parti, Unité des valeurs.

**RDC : des opposants saluent le Front républicain préconisé par Moïse Katumbi.** Les opposants congolais saluent l'idée de constituer un front républicain pour sauvegarder la démocratie et faire respecter la constitution. Dans une déclaration faite vendredi 2 octobre, le président du Mouvement du peuple congolais pour la république (MPCR), Jean-Claude Mvuemba et celui de l'Alliance des Travailleurs pour le Développement (ATD) de José Makila affirment soutenir cette idée préconisée par l'ancien gouverneur de l'ex-Katanga, Moïse Katumbi.

**Nord-Kivu: une dizaine de personnes kidnappées à Busendo.** Des hommes armés ont enlevé une dizaine de personnes, vendredi 2 octobre, à la hauteur du village Busendo, en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Selon la société civile de Vitshumbi, les victimes étaient à bord de cinq minibus à destination de la ville de Butembo avant de tomber dans l'embuscade de leurs bourreaux.

**Bunia: 32 OPJ formés sur le droit judiciaire pour la protection des civils.** Trente-deux officiers de police judiciaire (OPJ) ont été formés, du 11 septembre au 2 octobre, sur le droit judiciaire et les techniques d'enquête pour assurer la protection des civils, à Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri. Cette formation de trois semaines a été assurée par l'ONG RCN Justice et démocratie avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).

### **Dimanche 4 octobre.**

**Kikwit : des partis de la MP organisent une marche de soutien à Joseph Kabila.** Des partis politiques membres de la Majorité présidentielle (MP) ont organisé samedi 3 octobre à Kikwit dans la province du Kwilu une marche pour témoigner leur attachement au président de la République, Joseph Kabila. La MP a récemment fait face à une fronde menée par sept formations politiques (G7) qui ont finalement été exclues de la famille politique du chef de l'Etat.

**Elections provinciales: la cour d'appel de Kisangani déclare 9 recours irrecevables.** La Cour d'appel de Kisangani déclare irrecevable neuf recours déposés par des candidats aux élections provinciales. Ces candidats avaient saisi cette juridiction après avoir constaté que leurs noms ne figuraient pas sur la liste provisoire de candidats publiée par la commission électorale. Selon le premier président de la Cour d'appel de Kisangani, ces neuf recours ont été rejetés par défaut de qualité.

**Mbuji-Mayi: le PNUD organise une formation sur la rédaction des lois.** Une formation sur la rédaction des lois organisée par le PNUD en collaboration avec le bureau d'étude de l'Assemblée nationale s'est clôturée samedi 3 octobre à Mbuji-Mayi. Des experts du gouvernement provincial, de l'assemblée provinciale ainsi que des acteurs de la société civile y ont pris part. Le coordonnateur du

bureau d'étude de l'assemblée nationale, Philibert Kanika, a évoqué les éléments à prendre en compte dans la rédaction d'un texte de loi.

**RDC: Christophe Lutundula demande à la Ceni de publier un calendrier électoral «réaliste».** L'Alliance des démocrates pour le progrès-Mouvement de solidarité pour la démocratie et le développement (ADP-MSDD) de Christophe Lutundula demande à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) de publier un calendrier électoral réaliste et respectant les délais constitutionnels. La demande a été formulée samedi 3 octobre à l'issue d'une matinée politique, au cours de laquelle les dirigeants et cadres de ce parti membre du G7 ont soutenu leur président national dans son combat pour le respect de la constitution.

**Kinshasa: l'ARC dément l'exclusion d'Olivier Kamitatu.** L'Alliance pour le renouveau du Congo (Arc) qualifie de vaste blague les déclarations d'Elysée Munembwe, questeur de l'Assemblée nationale et Gaston Kisanga encore président du conseil d'administration du Fonds de promotion de l'industrie (FPI), excluant Olivier Kamitatu de ce parti. Dans une mise au point faite à la presse, le comité directeur de l'Arc précise que les deux précités qui sont suspendus du comité directeur, sont sous le coup d'une mesure disciplinaire et ne peuvent plus engager le parti.

**RDC: Joseph Kabila est «prêt pour les élections», rapporte Lambert Mende.** Devant des centaines de députés et sénateurs réunis dimanche 4 octobre dans sa ferme privée de Kingakati (Est de Kinshasa), Joseph Kabila a affirmé qu'il n'avait jamais demandé à sa famille politique de réviser la constitution de la RDC. Le Chef de l'Etat s'est dit prêt pour les élections, invitant la Majorité présidentielle (MP) à préparer le dialogue politique et les échéances électorales à venir, selon un des participants à cette réunion, le ministre Lambert Mende. Pour Joseph Kabila, même si on organisait les élections en ce moment-ci, il n'y a aucune force politique capable de les gagner; si ce n'est sa majorité.

**Goma: des armes découvertes dans un véhicule burundais.** Une voiture avec immatriculation burundaise a été interceptée samedi 3 septembre à Goma par les services de sécurité, avec à son bord une lance-roquette et deux armes individuelles. Deux sujets burundais et un rwandais, qui étaient à bord du véhicule, ont été arrêtés.

**Lundi 5 octobre.**

**Vital Kamerhe sur la démission de Moïse Katumbi: « Il vaut mieux tard que jamais ».** Le président du parti de l'opposition Union pour la nation congolaise (UNC), Vital Kamerhe, est l'invité de Radio Okapi ce lundi. Interrogé sur la démission de Moïse Katumba du PPRD, le parti présidentiel, il répond : « Il vaut mieux tard que jamais ».

**Démission de Katumbi: « un signe de prise de conscience de la valeur politique ».** La démission de Moïse Katumbi du PPRD et de son poste de gouverneur du Katanga est « un acte de noblesse, un signe de prise de conscience de la valeur politique et un message très important » pour la consolidation de la démocratie en RDC. L'évêque du diocèse de Kilwa Kasenga dans l'ex-Katanga et président de la commission épiscopale des communications sociales, Monseigneur Fulgence Muteba, l'a déclaré le week-end à Radio Okapi. « Quand on s'engage en politique, on a des convictions. Et quand on se rend compte qu'il y a déviation, je crois que la démission est un message important », affirme Mgr Fulgence Muteba. Par ailleurs, le prélat a rejeté les allégations selon lesquelles Moïse Katumbi s'est enrichi grâce à son poste de gouverneur. Le prélat catholique affirme qu'il s'agit d'un faux débat.

**RDC: un diplomate britannique préconise l'installation rapide de nouvelles provinces.** Le chef de mission adjoint de l'ambassade de la Grande Bretagne en RDC, Jon Lambe plaide pour l'accélération du processus d'installation des provinces nouvellement créées. Il l'a fait savoir dimanche 4 octobre, au terme d'une visite de deux jours à Kisangani, chef-lieu de la province de la Tshopo.

**Walikale: des miliciens Raia Mutumboki menacent d'attaquer plusieurs villages.** Les Raia Mutumboki menacent d'attaquer plusieurs villages du territoire de Walikale si leurs habitants ne les ravitaillent pas en vivres. Dans une lettre adressée le samedi 3 octobre dernier aux chefs locaux, ces miliciens exigent aux villageois de leur envoyer des chèvres, de la farine, de l'huile et du sel. Ils menacent d'attaquer ces villages si les habitants ne s'exécutent pas. Les cinq villages concernés par cette menace sont : Muteke, Makobola, Kasindi, Namiala, Kingimasa et Makaki. Une menace qui, selon des sources locales, ferait fuir certains habitants.

**Ituri: l'armée est satisfaite des opérations contre la FRPI à Walendu Bindi.** Les Forces armées de la RDC (FARDC) sont satisfaites des résultats des opérations qu'elles mènent contre les miliciens de

la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) dans la chefferie de Walendu Bindi. Le commandant second de la troisième Zone de défense militaire en Ituri, général Etienne Kasereka Sindani, a déclaré samedi 3 octobre à Bunia que la capacité de nuisance de cette milice a été réduite de 50% dans cette partie du pays, sans donner des détails sur les pertes enregistrées par la FRPI. Cet officier de l'armée congolaise a demandé aux troupes engagées dans ces opérations de continuer à multiplier leurs efforts pour neutraliser définitivement cette milice qui cherche à se réorganiser dans la vallée de Semiliki.

**La fin des opérations de rapatriement des réfugiés rwandais fixée à décembre 2016.** Les pays qui accueillent des réfugiés rwandais qui ont fui leur pays avant le 31 décembre 1998 ont annoncé le vendredi 2 octobre dernier que les opérations de rapatriement volontaire de ces réfugiés prendront fin le 31 décembre 2016.

C'est l'une des décisions prise lors de la réunion ministérielle tenue vendredi dernier à Genève entre le haut-commissariat pour les réfugiés (HCR) et les pays d'accueil de ces réfugiés en Afrique. En plus de la RDC, onze autres pays africains accueillent ces réfugiés rwandais. Il s'agit de l'Angola, du Burundi, du Cameroun, du Kenya, du Malawi, de l'Ouganda, du Mozambique, du Congo Brazzaville, de l'Afrique du Sud, de la Zambie et du Zimbabwe.

**Ituri: des miliciens FRPI attaquent la localité d'Androzo.** Des miliciens de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) ont attaqué dimanche 4 octobre dans la nuit la localité d'Androzo en Ituri, emportant plusieurs biens de valeurs. Selon le chef de groupement de Walendu Bindi, Olivier Peke Kalyaki, ces assaillants ont notamment pillé des motos, des vélos, treize chèvres ainsi que de l'argent liquide.

**Bas-Uele: l'arrivée des réfugiés centrafricains fait craindre la propagation des épidémies.** Le programme national d'hygiène aux frontières éprouve des difficultés de fonctionnement depuis son déploiement le 25 septembre dernier à Ndu dans le Bas-Uele, à la frontière entre la RDC et la République Centrafricaine. Des Centrafricains qui fuient l'insécurité dans leur pays passent par cette frontière. Certains ne présentent pas leurs cartes de vaccination. Ce qui fait craindre la propagation des épidémies.

**RDC: pas de liberté provisoire pour Tshibangu Kalala.** Le tribunal de paix de la Gombe a rejeté vendredi 2 octobre dernier la demande de mise en liberté provisoire sollicitée par les avocats de Me Tshibangu Kalala détenu à la prison de Makala pour «rétention illicite de certains documents et abus de confiance». Avocat de la République, il lui est reproché de refuser de remettre au ministère de la Justice les documents relatifs au procès remporté par la RDC contre l'Ouganda devant la Cour internationale de justice en 2005. Dans ce procès, il assurait la défense de l'Etat congolais.

**RDC : Joseph Kabila entretient un flou sur son troisième mandat, estime Ewanga.** Après la déclaration du chef de l'Etat à Kingakati sur la révision constitutionnelle, le secrétaire général de l'Union pour la nation congolaise (UNC), Jean-Bertrand Ewanga, a estimé lundi 5 octobre, que Joseph Kabila a laissé planer le flou sur son troisième mandat. La veille, le Président de la République avait affirmé qu'il était prêt pour les élections et que la révision constitutionnelle était un procès d'intention.

**Kinshasa : stabilité des prix des produits de première nécessité sur le marché.** Les prix des produits de première nécessité sont restés stables en ce début du mois d'octobre, en comparaison avec le mois de septembre dernier.

**Mardi 6 octobre.**

**RDC : des réfugiés centrafricains affluent à Zongo.** Plus de mille cinq cent réfugiés centrafricains, dont les humanitaires et cinq diplomates Sud-Soudanais sont arrivés à Zongo (RDC), depuis une semaine. Ces chiffres ont été révélés lundi 5 octobre par le président de la société civile, Stéphane Mopila, qui cite les services sécuritaires locaux.

**Kinshasa: présentation du protocole des enquêtes sur les violences sexuelles.** La ministre d'Etat aux Affaires étrangères et représentant du Premier ministre britannique, La Baronne Joyce Anelay a présenté, lundi 5 octobre à Kinshasa, le protocole d'accord international pour les enquêtes sur les violences sexuelles. Ce document décrit l'approche et les étapes essentielles dans la documentation des cas des viols. A l'occasion, la représentante du chef de l'Etat en matière de lutte contre les violences sexuelles, Jeanine Mabunda Lioko a indiqué que ce protocole permettra aux juristes congolais de s'inspirer des expériences d'autres pays afin de mieux conduire leurs enquêtes sur les violences sexuelles.

**Tanganyika: la rougeole fait 15 morts à Kiyambi.** Cent soixante-huit cas de rougeole dont quinze décès ont été enregistrés en trois semaines dans la zone de santé de Kiyambi.

**RDC : pas besoin de dialogue national, selon François Kakese.** Candidat malheureux de la présidentielle 2011, François Kakese a estimé lundi que la RDC n'a pas besoin de dialogue que préconise le président Kabila en vue des élections. Selon lui, le gouvernement en place est déjà le résultat des concertations nationales organisées dans le pays en 2013. «Maintenant que nous sommes vers la fin du mandat, il appelle tout le monde à la table des négociations. On va négocier quoi ?» s'est interrogé François Kakese à partir de l'Afrique du Sud où il vit.

**Des ONG accusent Kibali Gold de violations des droits de l'homme.** La Commission Episcopale des Ressources naturelles (CERN) et l'ONG internationale Pax, ont publié vendredi 2 octobre un rapport sur les actes de violations des droits de l'homme dans la concession de Kibali Gold, dans la province de l'Ituri. Le rapport intitulé «Géant minier Kibali, ôter les impuretés pour que l'or soit pur» déplore l'insécurité que subit une grande partie de la population et des violations des droits de l'homme commises, selon elle, dans la concession de Kibali Gold. Les exploitants artisanaux des minerais sont victimes des répressions de la police, à chaque fois qu'ils revendiquent leurs droits d'exploiter l'or dans la concession de Kibali Gold, déclarent la CERN et l'ONG Pax. Ces exploitants ont été délocalisés parce que leurs habitations se trouvaient sur les gisements d'or de la concession de Kibali Gold, selon les mêmes structures. Ce qui rendrait difficile leur réorientation professionnelle. Le ministre des Mines de l'ancienne Province Orientale se dit conscient des problèmes relevés dans ce rapport. Dieudonné Apasa a indiqué que son ministère se battait pour déployer la police des mines, seule habilitée à se retrouver dans les sites miniers.

**Climat: l'Afrique attend des centaines de milliards USD pour financer ses projets.** Les parties engagées à la Convention cadre des Nations unies pour le changement climatique avaient jusqu'au 1er octobre pour annoncer leurs engagements en matière de réduction de gaz à effet de serre. Sur les 195 pays attendus, 140 – dont la République démocratique du Congo - ont dévoilé leurs engagements. Le défi demeure le financement de ces promesses. Les projets des pays africains, par exemples, se chiffrent en centaines de milliards de dollars américains.

**RDC: une trentaine de personnes condamnées pour viol et meurtre près de Kisangani.** La Cour militaire de l'ex-Province Orientale a condamné samedi 3 octobre une trentaine de détenus de la prison d'Osio, à 17 km de Kisangani, pour viol, meurtre et extorsion. Ce groupe, jugé dans les installations de la prison, était composé de civils et de militaires.

**Kananga: la SNCC accusée de négliger le transport des produits agricoles.** Le comité des producteurs agricoles du Kasai-Occidental accuse la Société nationale des chemins de fer (SNCC) de privilégier le transport des produits manufacturés au détriment des leurs. Cette situation occasionne la hausse du prix des denrées agricoles de base, ont-ils estimé mardi 5 octobre dans un mémorandum remis aux media de Kananga. Les exploitants agricoles disent avoir déjà versé depuis mars dernier de l'argent pour l'affrètement de 171 wagons que la SNCC n'a toujours pas conduit à destination.

**Shabunda: 78 miliciens démobilisés transférés à Goma.** Environ 78 miliciens Raïa Mutomboki démobilisés à Shabunda (Sud-Kivu) ont été transférés lundi 3 octobre à Goma (Nord-Kivu) par la Monusco dans le cadre du processus Désarmement, démobilisation, rapatriement, réinsertion et réinstallation (DDRRR). On compte deux femmes dans ce groupe de démobilisés. Vingt autres miliciens qui faisaient partie du même groupe auraient regagné la brousse.

**Un homme tué par des bandits armés à Uvira.** Les bandits en mains armées ont tué un jeune homme lundi 5 octobre au centre commercial de la cité d'Uvira au Sud-Kivu. Selon des sources locales, les assaillants ont confondu la victime avec son père qui est cambiste. Ils ont tiré à bout portant sur le jeune homme avant de ramasser un sachet de poisson qu'il transportait, l'ayant pris pour de l'argent.

**Sud-Ubangi: 250 boucs et 900 coqs distribués pour relancer l'élevage.** Le projet d'appui à la réhabilitation et la relance du secteur agricole (PARRSA) distribue depuis lundi 5 octobre 250 boucs et 900 coqs à plus de deux cents centres de reproduction d'animaux dans les territoires de Gemena, Budjala et Kungu dans la province du Sud-Ubangi. Cette distribution de volailles et de caprins est destinée à aider les éleveurs de cette région qui ont fait face à des épidémies ayant ravagé le bétail.

**RDC: des jeunes ont été mobilisés pour perturber le dernier meeting de l'opposition, accuse HRW.** Human Right Watch (HRW) dénonce l'implication des autorités congolaises dans l'attaque contre des manifestants lors du meeting de l'opposition organisé le 15 septembre dernier. L'opposition congolaise avait organisé un meeting populaire le 15 septembre dernier, au terrain Sainte-Thérèse,



dans la commune de N'djili (Kinshasa). Cette manifestation avait connu une fin agitée avec des affrontements entre un groupe de jeunes identifiés comme étant proches de la majorité présidentielle et certains manifestants de l'opposition. Ces échauffourées auraient occasionné des blessés graves. En dehors des témoignages des assaillants recrutés parmi le PPRD et l'As Vita club, HRW révèle que des agents de services de sécurité en tenue civile, ont aussi participé à cette attaque.

**RDC : Clément Kanku appelle l'opposition à être « prudente » envers les dissidents de la MP.** L'opposition devrait être prudente envers les dissidents de la Majorité présidentielle (MP) et ne pas leur faire allégeance, a interpellé le président du Mouvement pour le renouveau, Clément Kanku. Dans une déclaration faite mardi 6 octobre, il a appelé ses pairs à refuser le « glissement du mandat du président Joseph Kabila au-delà de novembre 2016, et de son système ». Pour lui, les frondeurs font partie du système de Joseph Kabila et l'opposition ne devrait pas « déshabiller Saint Pierre pour habiller Saint Paul ». « Autant que nous nous opposons avec la dernière énergie au glissement du mandat du chef de l'Etat, nous devons aussi nous opposer à tout glissement du système mis en place par Joseph Kabila à travers une certaine dissidence », a affirmé Clément Kanku.

**Haut-Lomani: plaidoyer pour la réhabilitation des routes de desserte agricole.** Le ministre de l'Agriculture, Pêche et Elevage, Emile Mota, a appelé lundi 5 octobre à la réhabilitation rapide des routes de desserte agricole dans le Haut-Lomani, où il est allé évaluer la campagne agricole 2015 – 2016. Les agriculteurs du Nord de la province, selon lui, font face à de sérieux problèmes pour évacuer leurs produits à cause du délabrement des principaux axes routiers. Emile Mota annonce que des efforts sont entrepris pour trouver des solutions à cette situation.

**Mercredi 7 octobre.**

**RDC : «la Ceni instrumentalisée par le pouvoir», selon Mwenze Kongolo.** Le Parti kabiliste demande à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) de cesser de se laisser instrumentaliser par le pouvoir. Dans une déclaration faite mardi 6 octobre à Radio Okapi, Mwenze Kongolo le président de ce parti appelle à l'organisation des élections législatives et présidentielle dans les délais constitutionnels. «La Ceni se laisse trop instrumentaliser. Le problème est que Malumalu étant absent, elle est devenue inféodée et instrumentalisée», a regretté Mwenze Kongolo. L'ancien ministre de la Justice qui a basculé dans l'opposition depuis quelques années demande par ailleurs au gouvernement de doter rapidement la Ceni de moyens financiers conséquents pour la tenue de ces scrutins.

**RDC : le MLC désire financer l'élection des gouverneurs de nouvelles provinces.** Le Mouvement de libération du Congo (MLC), fédération du Sud-Kivu, veut financer l'élection des gouverneurs de nouvelles provinces que la Ceni avait fixée au 31 août, puis au 6 octobre avant de la reporter sine die faute d'avoir reçu le financement du gouvernement. Le MLC, l'une des forces politiques de l'opposition congolaise, évalue à 56 000 dollars américains les fonds nécessaires pour ce scrutin et non pas 2 millions de dollars comme la centrale électorale l'avait annoncé. Roger Sadiki Muganguzi, le président fédéral du MLC dans le Sud-Kivu, affirme qu'après analyse faite par « les services techniques » de ce parti, il a été prouvé que 56 000 dollars suffiraient pour organiser l'élection des gouverneurs de vingt-et-une provinces issues du découpage territorial.

**La Snel promet d'améliorer la desserte électrique en 2016 à Kinshasa.** D'ici 2016, la qualité de la desserte en électricité va beaucoup s'améliorer à Kinshasa, a promis mardi 6 octobre le directeur général de la Société nationale d'électricité (Snel), Eric Mbala, lors d'une journée de sensibilisation des étudiants de l'Université pédagogique nationale (UPN). La ville enregistre de plus en plus des coupures intempestives d'électricité, des délestages prolongés ainsi que diverses pannes électriques. D'après Eric Mbala, les problèmes liés à la production, au transport et à la distribution d'électricité. Son équipe travaille pour trouver des solutions.

**Ituri: 4 morts lors des accrochages entre l'armée et la milice FRPI.** Un accrochage dans la nuit de mardi à mercredi 7 octobre à Zitono (Ituri) entre les FARDC et la milice de Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) a fait quatre morts, trois miliciens et un soldat.

**Nord-Kivu: affrontements entre FARDC et ADF à Beni.** Les FARDC poursuivent la traque des rebelles ougandais des ADF dans le territoire de Beni au Nord-Kivu, a indiqué mercredi 7 octobre 2015 le porte-parole intérimaire des opérations Sokola 1. Selon lui, depuis trois jours, les accrochages entre les deux forces sont signalées à Bilimani et Abialos, des villages situés à environ 90 Kilomètres au nord-est de la ville de Beni. Les sources sécuritaires donnent un bilan provisoire d'une dizaine de rebelles tués.

**L'ASBL Justicia prêche contre les «lynchages» dans les médias publics.** L'ASBL Justicia appelle les acteurs politiques à la tolérance, la paix, le respect mutuel et la non-instrumentalisation des services publics. Timothée Mbuya, coordonnateur de cette ASBL, a invité mardi 6 octobre les acteurs politiques congolais, surtout ceux au pouvoir, à mettre fin au « lynchage médiatique » contre ceux qui ne partagent plus la même vision politique qu'eux. Après l'annonce de la démission de son poste de l'ex-gouverneur du Katanga qui a aussi quitté le parti au pouvoir, certains médias dont la RTNC, la télévision publique, ont organisé des émissions pour critiquer sa prise de position ou sa gestion de la province du Katanga.

**Parlement : le MSR adhère à l'opposition.** Les députés nationaux élus sur la liste du Mouvement social pour le renouveau (MSR) appartiennent désormais à l'opposition.

**Le contrôle des dossiers scolaires monnayé à Kananga.** Des inspecteurs de l'enseignement primaire et secondaire sont accusés de monnayer le contrôle des dossiers scolaires des élèves finalistes du secondaire à Kananga dans la province de la Lulua. Selon des sources locales, ces inspecteurs exigent en moyenne 5 000 francs congolais (5,4 dollars américains) pour contrôler le dossier de chaque élève.

**RDC: les avocats de Jean-Claude Muyambo réclament l'évacuation sanitaire de leur client.** Les avocats du bâtonnier Jean-Claude Muyambo réclame l'évacuation sanitaire de leur client détenu depuis janvier dernier à la prison de Makala à Kinshasa. Selon eux, l'opposant court un risque de perdre son pied gauche s'il n'est pas évacué d'urgence vers un centre hospitalier pouvant soigner son pied gauche dont les os auraient été broyés.

Kindu : les détenus de la prison centrale manquent de nourriture. La prison centrale de Kindu dans la province du Maniema manque de nourriture pour les détenus depuis lundi 5 octobre, indiquent les autorités de cette maison carcérale. Selon elles, les quatre cent dix personnes qui y sont détenues n'ont plus rien de quoi manger. Cette pénurie serait causée par les réticences des commerçants qui hésiteraient à alimenter la prison en denrées à cause des dettes accumulées par la maison carcérale.

**Kisangani : le personnel administratif de l'ancienne assemblée provinciale réclame leurs primes.** Les agents administratifs de l'assemblée provinciale de l'ex-Province Orientale réclament depuis mercredi 7 octobre le paiement de leurs primes de juillet, août et septembre. Le président de l'actuelle assemblée provinciale de la Tshopo- l'une des quatre provinces issues du démembrement de la Province Orientale, leur avait promis mardi de leur payer la prime du mois de juillet.

**Ituri : l'assemblée provinciale et le gouvernement se disputent 134 000 USD.** Le gouvernement et l'assemblée provinciale de l'Ituri se disputent cent trente-quatre mille dollars américains. Le pouvoir législatif de la province a reçu cette somme dans son compte, débité en septembre dernier par le ministère des Finances. Dans sa lettre adressée mercredi 7 octobre au président de l'organe délibérant, le bureau de l'ordonnancement des fonds publics a indiqué cette somme est destinée à l'exécutif provincial. Il demande ainsi à l'Assemblée provinciale de restituer immédiatement ce fonds logé par inadvertance dans son compte.

**Franck Diongo : « Il n'y aura aucune élection d'ici décembre 2015 ».** Le député national de l'opposition, Franck Diongo, reste sceptique quant à l'organisation des élections d'ici décembre 2015. Au cours d'un point de presse organisé mardi 6 octobre à Kinshasa, il condamne la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), qui n'arrive pas à proposer « un calendrier clair » aux Congolais et reste « muette » sur cette question. Le calendrier global des élections prévoyait l'organisation des élections provinciales, municipales, urbaines et locales le 25 octobre 2015. Les résultats seraient attendus le 10 décembre prochain.

**RDC : le gouvernement appelé à signer le plan de décaissement pour organiser les élections.** Une dizaine d'organisations de la société civile recommande au gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) de signer un plan de décaissement pour que la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) organise les élections dans un délai constitutionnel. Dans une déclaration faite mercredi 7 octobre à Kinshasa, cette synergie appelle aussi le Parlement à allouer le fonds nécessaire pour la tenue des scrutins prévus. Ces ONG invitent aussi le chef de l'Etat "à apaiser la nation sur cette question électorale qui marque le contexte politique du pays". La synergie de la société civile demande à la Ceni de se montrer indépendante vis-à-vis de toutes les parties prenantes au processus électoral ; et de réaménager le calendrier électoral pour le publier au courant de ce mois d'octobre 2015.

**Nord-Kivu : mise sous séquestre d'un véhicule burundais transportant des armes.** Les autorités de RDC ont ouvert une enquête sur un camion portant une plaque du Burundi et intercepté il y a quelques jours dans la ville de Goma, dans l'Est du pays. Le véhicule transportait des armes à feu qui

ont été placés sous séquestre. Des ressortissants burundais et rwandais ont été arrêtés dans le cadre de cette affaire. Selon la reconstitution des faits fournie par la police, un officier burundais et un Rwandais se trouvaient dans le véhicule. Les autorités soupçonnent que le chargement du camion – qui transportait une dizaine de kalachnikovs et de lance-roquettes – puisse être destiné à des militaires liés à la tentative de putsch opérée en mai dernier à Bujumbura. Le Burundi et le Rwanda se sont accusés l'un l'autre ces derniers jours de financer des groupes armés antigouvernementaux actifs sur le territoire du voisin. Or, des mouvements armés accusés à maintes reprises d'avoir reçu un soutien de l'étranger opèrent également dans l'Est de la RDC. (Misna)

## **Jeudi 8 octobre.**

**Nord-Kivu : le Japon finance un projet de réintégration des enfants sortis des groupes armés.** Le Japon finance à hauteur de 4 millions de dollars américains un programme de réintégration communautaire des enfants sortis des groupes armés et des enfants vulnérables dans le cadre du programme de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). L'ambassadeur du Japon en RDC, Shigeru Ushio, et la directrice pays du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ont signé cet accord mercredi 7 octobre à Kinshasa. Ce programme permettra de réinsérer 328 enfants et assurer la formation professionnelle des jeunes vulnérables.

**RDC : les envoyés de l'ONU s'inquiètent des tensions politiques avant les élections en 2016.** A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation en République démocratique du Congo (RDC), deux envoyés de l'ONU dans la région ont fait part mercredi 7 octobre de leur inquiétude concernant les tensions politiques dans la perspective des élections de 2016. Selon Martin Kobler, les tensions politiques sont élevées avant les élections de 2016 et « auront un impact sur la situation sécuritaire et sur la dialogue stratégique ». « Le déroulement d'élections crédibles et pacifiques en novembre 2016 adressera un message clair au monde sur la capacité de la République démocratique du Congo à respecter sa constitution, à procéder à une transition pacifique du pouvoir et à consolider la paix », a-t-il ajouté. Il s'est dit inquiet de la recrudescence des violations des droits de l'homme liées au processus électoral, en particulier les violations de la liberté de réunion pacifique. L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, Saïd Djinnit, a également exprimé son inquiétude au sujet des tensions liées au processus électoral, dans un exposé devant les membres du Conseil.

Il s'est aussi inquiété de la persistance des groupes armés dans l'est de la RDC et des actes de violence qu'ils commettent notamment à l'encontre des populations.

**Bukavu: des activistes formés pour lutter contre l'impunité des auteurs des violences sexuelles.** Le bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) forme depuis mercredi 7 octobre à l'hôtel Exodus à Bukavu les membres d'une vingtaine d'organisations de la société civile sur leur rôle dans la protection des victimes et témoins des violences sexuelles.

**RDC: l'ARC se revendique du « centre ».** Au lendemain de l'annonce de l'inscription du MSR comme parti politique de l'opposition à l'Assemblée nationale, Hubert Thetika porte-parole de l'ARC, un autre parti exclu de la Majorité présidentielle et membre du G7, affirme que sa formation politique est du centre.

**RDC: la DCUD s'oppose aux poursuites judiciaires contre les anciens présidents.** La Dynamique chrétienne pour l'unité et le développement (DCUD), plate-forme regroupant les partis politiques et les ASBL, n'est pas favorable aux éventuelles poursuites judiciaires contre les chefs de l'Etat sortants en RDC. Le coordonnateur de la DCUD, Jean-Pierre Buhendwa Ludunge estimé mercredi 7 octobre que cette démarche éviterait qu'un chef de l'Etat arrivé à la fin de son mandat ne s'accroche au pouvoir. A treize mois de l'élection présidentielle de 2016 dans le pays, Jean-Pierre Buhendwa Ludunge estime nécessaire que la RDC opte pour le modèle de passation pacifique et démocratique du pouvoir entre le président sortant et son prédécesseur.

**RDC: la DCUD s'oppose aux poursuites judiciaires contre les anciens présidents.** La Dynamique chrétienne pour l'unité et le développement (DCUD), plate-forme regroupant les partis politiques et les ASBL, n'est pas favorable aux éventuelles poursuites judiciaires contre les chefs de l'Etat sortants en RDC. Le coordonnateur de la DCUD, Jean-Pierre Buhendwa Ludunge estimé mercredi 7 octobre que cette démarche éviterait qu'un chef de l'Etat arrivé à la fin de son mandat ne s'accroche au pouvoir. A treize mois de l'élection présidentielle de 2016 dans le pays, Jean-Pierre Buhendwa Ludunge estime nécessaire que la RDC opte pour le modèle de passation pacifique et démocratique du pouvoir entre le président sortant et son prédécesseur.

**RDC: deux officiers accusés du détournement de 18 tonnes de vivres de l'armée.** Deux officiers de l'armée congolaise sont jugés depuis mercredi 7 octobre à Goma devant la Cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu pour le détournement de 18 tonnes de vivres remis par la Monusco à l'armée congolaise. Selon un rapport publié par la Monusco en décembre 2014 et remis aux autorités des Forces armées de la RDC (FARDC), le lieutenant-colonel Zarirwa Kumuntu Innoncent et le major Kayembe Mutombo Gabriel, appartenant à l'ex-804e régiment de l'armée basé à Kitshanga, auraient détourné environ 18 tonnes de ration alimentaire. Ces vivres étaient destinés aux soldats déployés dans les zones de combats à Kitshanga.

**Grands Lacs: les commerçantes créent 5 coopératives de crédit .** A l'issue d'un atelier de deux jours, mercredi 7 septembre à Uvira au Sud-Kivu, près de 50 commerçantes transfrontalières ont restructuré leurs associations d'épargne et de crédit en coopératives. Le projet est exécuté dans trois pays des Grands lacs, sur les axes Uvira-Gatumba (au Burundi), Bukavu-Cyangugu (Rwanda) et Goma-Gisenyi (au Rwanda). Les cinq coopératives à l'issue de cet atelier sont: Maendeleo, Upendo, Umoja ni nguvu, Tujenge et Amkeni. Elles sont situées respectivement aux quartiers Kilibula, Kiliba, Kavimvira, Kasenga et Mulongwe.

**Nord-Kivu : la police arrête le chef Mai-Mai Shetani à Oïcha.** La police nationale a arrêté, mercredi 7 octobre, le chef du groupe Mai-Mai Shetani, Muhindo Safari Grâce, dans la localité d'Oïcha, en territoire de Beni (Nord-Kivu). Selon l'inspecteur de la police nationale à Beni, le colonel Jean-Pierre Wumbi, cette arrestation est intervenue avec le concours de la population locale. Ce chef milicien a été appréhendé dans un dispensaire de la place après avoir été dénoncé par la population.

**Bukavu : des plantules mises en terre pour lutter contre la déforestation.** A l'occasion de la journée provinciale de l'arbre célébrée le 8 octobre de chaque année, la coordination provinciale de l'environnement et développement durable au Sud-Kivu a mis en terre ce jeudi plus de mille plantules sur la colline surplombant le barrage électrique de la Ruzizi I dans la ville de Bukavu. Selon Innocent Bayubasire Bikaya, le chargé du bureau des forêts et environnement au Sud-Kivu, cette action vise à lutter contre la déforestation qui menace cette province.

**Nord-Kivu: paralysie des activités sociales à Pinga.** La vie n'a pas repris son rythme normal, depuis lundi 5 octobre, dans la localité de Pinga, en territoire de Walikale (Nord-Kivu), où boutiques, marchés et écoles sont restés fermés. A l'origine de cette situation : la population s'insurge contre le bombardement aérien de la Monusco qui aurait fait, selon elle, au moins un mort et des blessés. Les victimes seraient des civils, selon des sources locales. La Monusco reconnaît avoir mené une opération dans la zone lundi dernier. Mais elle explique que l'attaque n'a jamais ciblé les civils mais les groupes armés qui les prennent en otage depuis près d'un an.

**Maman Sambo Sidikou nommé à la tête de la Monusco.** Le Nigérien Maman Sambo Sidikou est le nouveau représentant spécial du secrétaire général de l'Onu en République démocratique du Congo. Il a été nommé à ce poste jeudi 8 octobre. Il remplace l'Allemand Martin Kobler qui a passé deux ans à la tête de la Monusco. M. Sidikou apporte une vaste expérience à son nouveau poste, avec plus de 25 ans dans les services nationaux et étrangers de son pays, l'Organisation des Nations unies et de l'Union africaine.

**Vendredi 9 octobre.**

**RDC: une attaque des braconniers dans le parc de la Garamba fait 4 morts.** Deux militaires des Forces armées de la RDC, dont un colonel, et deux gardes-parcs de la Garamba ont été tués lundi dans la cité de Dungu, dans la province du Haut-Uele, rapportent les autorités locales qui ont appris la nouvelle jeudi 8 octobre. Ces soldats étaient en pleine patrouille dans le parc de la Garamba lorsqu'ils sont tombés dans une embuscade d'hommes armés, a précisé Edmond Lukakau, l'administrateur du territoire de Dungu. Des sources locales attribuent l'attaque aux Woudas, un groupe armé dont les membres proviendraient de Lybie, affirme l'administrateur du territoire de Dungu. D'autres sources pointent du doigt les groupes résiduels des Ougandais de l'Armée de résistance du seigneur (LRA) toujours actifs dans la contrée.

**Bunia: l'observatoire d'élection en Ituri installé.** Les membres de la coordination de l'observatoire des droits de l'homme et des élections de la Province de l'Ituri, élus à l'issue d'un atelier organisé par le bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme, ont été installés mercredi 7 octobre. L'objectif de cette structure est d'accompagner les ONG de défense des droits de l'homme, les partis politiques ainsi que la population à mettre en place les conditions qui feront que les prochaines échéances électorales se déroulent dans un climat de confiance et de paix.

**Tanganyika: difficile réinstallation des déplacés de retour chez eux.** Les déplacés de guerre regagnent leurs maisons après la restauration de la paix dans territoire de Manono, à 450 km de Kalemie dans la province du Tanganyika. Mais ces villageois éprouvent d'énormes difficultés de réinsertion. Ils retrouvent des villages privés de tout : maisons et champs incendiés, infrastructures sanitaires et scolaires détruites, villages entiers rasés, rapportent des sources locales.

**L'Assemblée nationale prépare le remplacement des membres démissionnaires du bureau.** Le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku a annoncé jeudi 8 octobre des consultations au sein des forces politiques parlementaires pour déterminer notamment le nombre des sièges vacants au bureau de la Chambre basse du Parlement préalable au remplacement des membres démissionnaires. Officiellement deux postes sont vacants : celui de 1er vice-président laissé par Mwando Nsimba et celui de rapporteur laissé par Norbert Ezadri.

**Kinshasa: l'Acaj exige la «libération immédiate» de Tshibangu Kalala.** L'Association congolaise pour l'Accès à la justice recommande au gouvernement congolais de trouver un compromis avec le professeur Tshibangu Kalala, avocat de la RDC dans le dossier contre l'Ouganda devant la Cour internationale de justice (CIJ). Me Tshibangu est en détention préventive à la prison centrale de Makala depuis le 29 septembre dernier. Sur injonction du ministre de la Justice, le Parquet général de la République le poursuit pour «rétention illicite de documents et d'abus de confiance». Au cours d'un point de presse organisé jeudi 8 octobre à Kinshasa, l'Acaj a exigé la libération immédiate du prévenu afin d'accéder aux pièces à conviction qu'il détient contre paiement de ses honoraires, avant la prochaine audience de la CIJ.

**Bunia: l'ONC interdit l'exportation du café non séché.** Le chef du centre de l'Office National du Café (ONC) à Mahagi dans la province de l'Ituri, Eugène Ukura a interdit la commercialisation du café cerise [café brut non encore séché ndr]. Cette mesure concerne les producteurs du café de Mahagi, Djugu et Aru qui vendent souvent ce produit brut en Ouganda, occasionnant ainsi une perte pour la RDC.

**RDC : Congo Airways réussit ses vols inauguraux.** Les deux Airbus A320 de la compagnie aérienne nationale Congo Airways ont réussi, vendredi 9 octobre, leurs premiers vols domestiques. Le premier aéronef, dénommé «Patrice-Emery Lumumba » a quitté l'aéroport de N'djili (Kinshasa) vers 7 heures pour arriver à Lubumbashi vers 13 heures de Kinshasa. Il a fait une escale à Mbuji-Mayi et regagne Kinshasa vers 18 heures 10 minutes. Le second avion, dénommé "Mzee Laurent-Désiré Kabila" est parti de Kinshasa vers 7 heures et arrivé à Goma à 14 heures. Il quitte le chef-lieu du Nord-Kivu près d'une heure après, il passe par Kisangani pour atterrir à Kinshasa vers 18 heures.

**Samedi 10 octobre.**

**Beni: des peines lourdes pour une dizaine de personnes coupables d'association de malfaiteurs.** Le Tribunal de grande instance de Beni au Nord-Kivu a condamné vendredi 9 octobre une dizaine de personnes à des peines lourdes pour association de malfaiteurs, enlèvements et viols. Le verdict a été rendu au stade de Mangina, à environ 30 km de la ville de Beni.

**RDC: le maire de Lubumbashi interdit les manifestations politiques publiques.** Le maire de Lubumbashi a interdit l'organisation des manifestations politiques publiques dans la ville. Interrogé par Radio Okapi vendredi 9 octobre, le commissaire provincial de la police du Haut Katanga, Jean Bosco Galenga, a évoqué des raisons sécuritaires. Des partis politiques projetaient d'organiser une manifestation ce samedi dans la ville de Lubumbashi.

**La Ceni met en place un groupe de coordination des programmes d'éducation civique.** D'après Gustave Omba, membre de la l'assemblée plénière de la Ceni, cette structure, dirigée par Gérard Bisambo, a pour mission de valider les supports de sensibilisation électorale. Elle devra également faire du lobbying pour un financement responsables des organisations de la société civile.

**Tshopo: des députés provinciaux dénoncent l'ingérence de Jean Bamanisa.** Une dizaine de députés de la Tshopo invitent le gouverneur de l'ex-Province Orientale, Jean Bamanisa, à ne pas empiéter sur la gestion de leur nouvelle province, issue du démembrement de la Province Orientale. Ils reprochent notamment à Jean Bamanisa de gérer l'argent rétrocédé par le gouvernement à leur province. Pour ces députés, le gouverneur de la Province Orientale démembrée doit remettre à l'ordonnateur délégué de la province de la Tshopo l'argent rétrocédé par le gouvernement central.

**Sud-Kivu: un chef milicien dépose les armes à Shabunda.** Le chef milicien Kabe Sanga du groupe armé Raïa Mutomboki a déposé les armes. Il s'est rendu aux autorités vendredi 9 octobre à Shabunda (Sud-Kivu) avec une vingtaine de ses hommes. Cette reddition est intervenue quelques jours après le transfert à Goma de 78 miliciens du même groupe armé qui avaient été démobilisés à Shabunda. Selon des sources sur place, il travaillait aux côtés du chef de guerre Sinthya. Ce dernier fait partie du groupe qui a été transféré à Goma. Cette reddition intervient après une vague de reddition enregistrée depuis plus d'une semaine à Shabunda.

**Bas-Uélé : la nouvelle société civile s'oppose à la suspension de deux agents de l'Etat de Buta.** La nouvelle société civile du Congo du Bas-Uélé a organisé une marche de protestation vendredi 8 octobre à Buta. Elle s'insurge contre la suspension de l'ordonnateur délégué des finances et le chef de division unique de cette province. Ces deux autorités sont suspendues pour insubordination, a expliqué le vice-gouverneur de l'ex-Province Orientale, Pascal Mombi. L'ordonnateur délégué des finances et le chef de division unique de Buta ont perçu 199 064 290 Franc congolais (218 119 USD) de la part du gouvernement central. Pour le vice-gouverneur Pascal Mombi, cet argent doit être transféré à Kisangani et géré par le gouvernement de l'ex Province Orientale qui expédie les affaires courantes, étant donné que le Bas-Uélé n'est pas encore doté d'un gouvernement.

**Mbandaka : début procès Guy Ngongela « Ndjoku ».** L'instruction du dossier Guy Ngongela Esokpa alias Ndjoku et ses complices a débuté vendredi 9 octobre au Palais de la justice de Mbandaka, dans la province de l'Equateur. Réputé bandit de grand chemin, le prévenu Ndoku a été arrêté en août dernier, sous mandat d'amener du procureur de la République. Le Tribunal de Grande instance le poursuit pour association de malfaiteurs et vol qualifié dans l'affaire qui l'oppose au ministère public et partie civile. Ndoku et sa bande avaient opéré un vol armé dans la nuit du 13 au 14 juin dernier chez un officier de la Police nationale.

**RDC : le G7 se positionne dans l'opposition.** La plate-forme politique des sept partis politiques « G7 » exclus de la Majorité présidentielle (MP) se positionne désormais dans l'opposition, selon une déclaration politique de ce regroupement. Dans son acte constitutif signé samedi 10 octobre à Kinshasa, le G7 annonce qu'il présentera une candidature commune et unique à la prochaine élection présidentielle de 2016.

**Ituri : les FARDC empêchent une embuscade sur le tronçon Bunia-Kasenyi.** Les Forces armées de la RDC ont réussi à déjouer une embuscade dans la nuit de vendredi à samedi 10 octobre, sur la route Bunia-Kasenyi, en Ituri. Plusieurs voitures, avec des passagers à bord, étaient prises en otage sur ce tronçon par des hommes armés, selon des témoignages recueillis sur place.

**Ceni : l'Abbé Malumalu démissionne.** L'Abbé Apollinaire Malumalu a démissionné, samedi 10 octobre, de son poste de président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Selon un communiqué de la présidence de la République lu à la télévision nationale, Malumalu quitte la centrale électorale pour raison de santé. Le président de la République dit avoir pris acte de cette démission et demande à la composante dont est issu l'Abbé Malumalu de proposer un autre candidat à l'Assemblée nationale pour approbation.

**RDC : les vols commerciaux de Congo Airways annoncés pour le 20 octobre prochain.** Les premiers vols commerciaux de la compagnie Congo Airways débuteront mardi 20 octobre prochain. Le directeur général de cette société, Claude Kirongozi, qui a fait cette annonce samedi 10 octobre, a indiqué que la première ligne à desservir est Kinshasa-Lubumbashi.

**RDC : Joseph Kabila promet de financer 50 meilleurs projets des jeunes entrepreneurs.** Le président de la République, Joseph Kabila, promet de financer cinquante meilleurs projets des jeunes entrepreneurs congolais. Le directeur de cabinet du chef de l'Etat, RDC : Néhémie Mwilanya l'a annoncé vendredi 9 octobre, lors de la sortie officielle à Kinshasa, de la Fédération nationale des jeunes entrepreneurs du Congo (FNJEC).

**Dimanche 11 octobre.**

**RDC: Maman Sambo Sidikou invité à relancer la coopération Monusco-FARDC contre les FDLR.** Le gouvernement congolais appelle le nouveau représentant spécial du secrétaire général de l'Onu en RDC, Maman Sambo Sidikou à relancer la coopération entre la Monusco et les FARDC dans la traque des rebelles rwandais des FDLR dans l'Est de la RDC. La Monusco avait suspendu, début février dernier, sa coopération dans la traque des FDLR à cause de la présence dans la chaîne de commandement de deux généraux congolais soupçonnés de graves violations des droits de l'homme.

**Tanganyika: reddition de près de 50 Maï-Maï Bakata Katanga aux FARDC à Pweto.** Près de cinquante Maï-Maï Bakata Katanga se sont rendus aux Forces armées de la RDC (FARDC), en l'espace de quatre mois, dans le territoire de Pweto (Tanganyika). Pour l'administrateur du territoire de Pweto, l'installation du secteur opérationnel a contribué au plus haut degré dans la reddition de ces miliciens et à la cessation des hostilités dans plusieurs villages jadis triangle de la mort.

**Démission de Malumalu: réactions de l'opposition, de la majorité et de la société civile.** La démission de l'abbé Apollinaire Malumalu de la présidence de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a suscité de diverses réactions au sein de la classe politique et de la société civile congolaise. Interrogé dimanche 11 octobre par Radio Okapi, le député de l'opposition Clément Kanku indique que cette démission permet à l'Assemblée nationale de restructurer la Ceni afin de la rendre réellement indépendante. Il estime également que la démission de Malumalu offre l'occasion à l'Assemblée nationale de faire en sorte que la Ceni ne soit plus à la solde de la Majorité présidentielle (MP) et qu'il est impérieux que la chambre basse du Parlement prenne ses responsabilités afin de doter le pays d'une commission électorale capable de rassurer la majorité, l'opposition et la société civile.

**Appel de la majorité.** La Majorité présidentielle est préoccupée par l'après Malumalu à la Ceni. Le député Emmanuel Ramazani Shadary demande à la société civile, plate-forme qui a porté Malumalu à la tête de l'institution électorale, de proposer un autre candidat à l'Assemblée nationale. Ce député de la Majorité a par ailleurs souhaité prompt guérison à l'abbé Malumalu qui, selon lui, pourra servir autrement l'Etat congolais.

**Assemblée générale de la société civile.** Au nom de la société civile, le président de l'ONG Les amis de Nelson Mandela, Robet Ilunga, propose que le prochain candidat à la présidence de la Ceni soit désigné lors d'une assemblée générale de la société civile. Robert Ilunga souhaite que le nouveau président de la Ceni, peu importe son organisation, soit un homme ou une femme intègre et non une émanation des politiques.

**Bunia: trois personnes décèdent après consommation des liqueurs fortes.** Trois personnes sont décédées, depuis une semaine, après consommation des liqueurs fortes, dans la ville de Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri. Le président de la Fédération des entreprises du Congo (Fec) en Ituri, Constant Bubulenga, a déploré cette situation et appelle ses membres à cesser avec la commercialisation de ces boissons frelatées.

**Goma: démolition des bureaux de l'Etat à la petite barrière.** La commission mixte chargée du traçage de la ligne frontalière entre la RDC et le Rwanda a démoli, dimanche 11 octobre, des bureaux des services commis à la frontière entre les deux pays. Cette démolition affecte déjà les conditions de travail des agents de ces services côté congolais. Ces derniers travaillent en plein air et éparpillés.

**Tanganyika: les autorités saluent la collaboration entre la Monusco et les FARDC.** Le commandant de la 2e zone de défense des FARDC, le général-major Jean-Claude Kifwa, a poursuivi samedi 10 octobre sa tournée dans la province du Tanganyika. Cette mission consiste à évaluer la situation sécuritaire dans la région. Les autorités civiles et militaires en place se disent satisfaites de la collaboration existant entre l'armée nationale et les casques bleus de la Monusco.

**Mambasa: les autorités décident de refouler l'éléphant tueur «Ya Mado».** Le comité de sécurité du territoire de Mambasa en Ituri a finalement décidé samedi 10 octobre de procéder au refoulement de l'éléphant dénommé «Ya Mado», qui a tué mardi dernier le chef de l'ex-poste d'encadrement administratif de Lolwa à environ 100 kilomètres à l'ouest de Bunia. Selon l'administrateur du territoire, cet animal constitue maintenant un danger public permanent sur la route nationale numéro 4 reliant Bunia à Kisangani.

**Lundi 12 octobre.**

**RDC : le gouvernement ne décaisse pas suffisamment de fonds pour les élections, selon la Ceni.** Le processus électoral n'avance pas faute de décaissement de fonds. Des sources de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) ont indiqué le week-end dernier à Radio Okapi que le gouvernement verse à la centrale électorale les frais de fonctionnement et de rémunération de son personnel mais ne finance pas suffisamment les opérations électorales. Les chiffres attestant cette situation sont contenus dans le rapport d'activités de la Ceni remis à l'Assemblée nationale, affirment les mêmes sources. Pour l'année 2015, le budget voté est de plus de 186 milliards 637 millions de francs congolais. Mais, d'après le rapport de la Ceni, le gouvernement n'a versé que 22 % à la centrale électorale.

**RDC : consultations en vue de l'élection au bureau de l'Assemblée nationale.** Le président de l'Assemblée nationale de la RDC, Aubin Minaku a initié samedi 10 octobre à Kinshasa les consultations parlementaires préalables au remplacement des membres démissionnaires du bureau.

L'objectif de ces tractations vise notamment à harmoniser les points de vue de la majorité et l'opposition sur le nombre des postes à pourvoir et la procédure de vote. Si la plupart des parlementaires présents à cette rencontre ont été unanimes pour que le vote se fasse à bulletin secret, les députés de la majorité et de l'opposition ne se sont pas accordés en revanche sur le nombre des postes à pourvoir, ont indiqué des sources parlementaires.

**Nord-Kivu: la présence des FDLR crée une panique à Kamandi.** La psychose a gagné, depuis deux jours, la population de la localité de Kamandi, en territoire de Lubero, à la suite de la présence des présumés rebelles FDLR dans cette contrée. Selon les sources de la société civile locale, certains habitants de Kamandi passent la nuit en brousse pour ne revenir dans leurs habitations que dans la journée.

**Kasaï Central: 10 wagons de la SNCC chargés de fretins bloqués à Kamina depuis mai.** Les vendeurs des fretins du Kasaï Central se plaignent que leurs colis de fretins, achetés à Likasi en février dernier, sont bloqués à Kamina (ex-Katanga) dans des wagons de la Société nationale de chemin de fer (SNCC). Ils invitent les autorités provinciales à intervenir pour obtenir l'évacuation de leurs marchandises. Le président de l'Association des commerçants, acheteurs et vendeurs des poissons (ACVP), Léonard Mpumbu, craint que ces produits ne périssent.

**Bukavu: les jeunes réfléchissent sur la lutte contre le travail des enfants.** Les jeunes venus de l'Ethiopie, du Kenya, de la Tanzanie, de l'Ouganda, du Rwanda, du Zimbabwe, du Madagascar et de la RDC réfléchissent depuis vendredi 9 octobre à Bukavu dans la province du Sud-Kivu, sur un programme commun pour éradiquer les pires formes de travail des. Ces assises de dix jours sont une initiative de la coordination nationale des associations des enfants et jeunes travailleurs de la RDC.

**Kalemie : la Banque Mondiale va débloquer 700 000 USD pour la construction d'un marché.** La banque mondiale, à travers le Programme du développement urbain(PDU) va débloquer 700 000 dollars américains pour la construction du marché Katanga-Kivu de la ville de Kalemie dans la province du Tanganyika. Selon Paul Enguey, expert en planification locale et développement communautaire de la Banque Mondiale, il s'agit d'une construction du marché sur un espace qui appartient à la collectivité.

**Haut-Lomami : des détenus seraient torturés à Bukama, selon une ONG.** La Ligue nationale paysanne de droits de l'homme (Linapedho) a dénoncé samedi 10 octobre des cas des tortures dont seraient victimes les détenus à Bukama, cité de la nouvelle province du Haut-Lomami. Selon le président de cette ONG de défense des droits de l'homme, les personnes interpellées par la police locale sont souvent ligotées et exposées au soleil durant de longues heures et ce, sans avoir été au préalable mises au courant des faits qui leurs sont reprochées.

**Insécurité à Beni: l'armée et la police appelées à collaborer avec la population.** Le commandant du secteur opérationnel Grand Nord et des Operations Sokola 1, général de brigade Marcel Mbangi, appelle les militaires et policiers déployés à Beni à collaborer avec la population pour combattre l'insécurité dans ce territoire du Nord-Kivu. Selon le général de brigade Marcel Mbangi, cette collaboration permettra de détecter les auteurs de troubles infiltrés dans la population.

**Thomas Perriello réitère le soutien des Etats-Unis au processus électoral congolais.** L'envoyé spécial des Etats-Unis dans les Grands lacs, Thomas Perriello, réitère le soutien de son pays au processus électoral congolais. «Je suis aussi ici pour réitérer notre engagement au processus électoral. Cet engagement ne se focalise pas sur le jour des élections, mais surtout sur tout le processus, surtout les mois qui précèdent», a souligné Thomas Perriello. L'envoyé spécial de Washington estime qu'il y a nécessité au niveau du fichier électoral de faire en sorte que tous les électeurs congolais fassent entendre leurs voix au moyen des urnes.

**Africa Rice annonce la tenue à Kinshasa du forum « Kinshasa International Forum ».** Africa Rise appelle les opérateurs économiques à s'enregistrer pour participer aux assises de Kinshasa International Forum (KIN FOR), prévues au mois de janvier 2016 dans la capitale. Selon Christian Liongo, le président de cet organisme belge qui fait partie des organisateurs de cette rencontre appelé "Bitubi", huit cent participants sont attendus à forum qui répond à la requête des entrepreneurs belges ayant des intérêts économiques en RDC et, aussi des congolais qui présentent le pays comme une vitrine économique.



**Mardi 13 octobre.**

**RDC : 8 civils tués près de Beni.** Au moins 8 civils ont été tués et plusieurs autres blessés lundi 12 octobre dans deux attaques simultanées à Mukoko et Tenambo, deux villages situés à plus ou moins 40 km au Nord-Est de la ville de Beni. Selon la société civile locale, ces attaques sont attribuées aux rebelles ougandais des ADF. D'après la même source, ce bilan est encore provisoire.

**Goma : la section « Genre »/Monusco lance les festivités de la résolution 1325.** La section genre de la Monusco a célébré avec les femmes de Goma, le 15<sup>e</sup> anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations-unies. Cette résolution veut que les femmes soient impliquées dans tous les processus de recherche de la paix dans le monde. Cette année, le thème retenu est : « jeune fille face au marché de l'emploi, défis et opportunités ». Le centre Yole Afrika va, durant cette semaine, projeter six films ayant trait à la thématique Femme, paix et sécurité. Quarante étudiants sélectionnés dans les universités de Goma pourront formuler des recommandations à la Section Genre de la Monusco qui appuie cette démarche.

**Kananga : la DGDA peine à mobiliser les recettes.** Le directeur de la Direction générale des douanes et accises (DGDA) dans l'ancienne Province du Kasai Occidental, René Kisase, indique que cette structure éprouve d'énormes difficultés pour mobiliser des recettes consistantes. Cette province connaît beaucoup de problèmes en terme de conduite en douane des marchandises. Selon lui, la DGDA/Kananga reçoit les marchandises de deux grands axes : l'Axe du chemin de fer avec les marchandises venant du Katanga et l'axe Tshikapa d'où viennent des produits de l'Angola. Pour les produits qui viennent de l'Angola, l'état des routes, devenues impraticables, représentent un handicap sérieux. Durant cette période de pluies intenses, les véhicules qui doivent amener des marchandises ont des difficultés pour arriver au poste frontalier, indique René Kisase. Du côté de la voie ferroviaire, avec la marchandise qui provient du Katanga, l'irrégularité des trains perturbe les recettes de la DGDA. « Tout le mois d'aout, il n'y avait aucun train de marchandise sous douane.

**RDC: la Ceni confrontée aux difficultés logistiques.** La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) plaide pour l'acquisition de nouveaux moyens logistiques pour organiser les élections dans les meilleures conditions. Dans son rapport 2014-2015, elle fait mention de la défektivité des plusieurs engins à sa disposition. Le nombre actuel d'automobiles, des motos, des groupes électrogènes dont elle dispose ne peut pas supporter les opérations électorales. Elle demande le remplacement d'au moins 392 véhicules actuellement hors-usage.

**Zongo: Le maire plaide pour une assistance humanitaire d'urgence.** Le maire de la ville de Zongo dans la Province du Nord-Ubangi, Michel Siazio a lancé dimanche un appel aux organisations humanitaires et au gouvernement pour une assistance humanitaire d'urgence des réfugiés et des personnes de retour dans cette ville. Ces personnes viennent de Bangui, capitale de la République centrafricaine, où ils fuient l'escalade de violence liée à des affrontements meurtriers entre jeunes musulmans et chrétiens. La ville de Zongo a enregistré, selon le maire, 2700 réfugiés en deux semaines ; mais seuls 250 seraient pris en charge.

**Lubumbashi: le CRDD appelle à la tolérance politique.** La Conscience républicaine pour la démocratie et le développement (CRDD), un parti politique de la majorité présidentielle, demande aux acteurs politiques d'être plus tolérants. Son président, Huit Mulongo, dénonce une tendance du retour de la « pensée unique » qui, selon lui, fait perdre à la majorité présidentielle beaucoup d'acteurs politiques.

**Sud-Kivu: les forces de l'ordre accusées de vols armés à Miti-Kamuvu.** Les habitants de Miti-Kamuvu accusent les militaires et les policiers de vols armés dans leur localité située dans le territoire de Kabare. Pour dénoncer l'insécurité qui prévaut dans cette partie du Sud-Kivu, la société civile a décrété une journée ville-morte, lundi 12 octobre. Des échauffourées ont éclaté au cours de cette journée. Policiers et civils se sont échangés des projectiles lorsque la police appuyée par une unité de l'armée a tenté de casser les barricades érigées par la population à plusieurs endroits sur la route qui relie la ville de Bukavu à l'aéroport de Kavumu.

**Nord-Kivu: 30 camions remis au Pam pour la distribution des vivres aux déplacés.** Le gouvernement russe a remis trente camions de marque Kamaz, au Programme alimentaire mondial (Pam) au Nord-Kivu. Le représentant national de cette agence des Nations unies a réceptionné mardi 13 octobre les dix premiers véhicules. Ce don de la Russie va principalement aider le Pam dans la livraison et la distribution des vivres en faveur des personnes vulnérables parmi les populations déplacées des zones affectées par les conflits.

RDC: 86 % des fonctionnaires de l'Etat éligibles à la retraite. Le nouveau ministre de la Fonction publique, Pascal Isumbisho, se dit déterminé à poursuivre le processus de la réforme de l'administration publique amorcée par son prédécesseur. Il a lancé mardi 13 octobre à Kinshasa la campagne nationale de vulgarisation de cette réforme. A cette occasion, le ministre Isumbisho a révélé que plus de 86 % des agents et fonctionnaires de l'Etat étaient éligibles à la retraite dans un contexte marqué par le pléthore et l'improductivité de la Fonction publique.

Dans son exposé devant les agents et fonctionnaires de l'Etat, Pascal Isumbisho a évoqué le processus de mise à la retraite de beaucoup d'entre eux.

**Joseph Kabila crée une agence de développement du barrage d'Inga.** Le chef de l'Etat a promulgué mardi 13 octobre l'ordonnance portant création de l'Agence pour la promotion, le développement et la mise en œuvre du projet Grand Inga, entre la RDC et la République Sud-africaine (ADPI/ RDC). Ce service spécialisé de la présidence de la République congolaise sera dirigé par un chargé de mission du chef de l'Etat. Il s'agit de Bruno Kapandji, ex-ministre des ressources hydrauliques et électricité.

### **Mercredi 14 octobre.**

**RDC : les candidats de la MP au bureau de l'Assemblée nationale connus.** Les tractations se sont poursuivies mardi 13 octobre à Kinshasa pour le remplacement de deux membres démissionnaires du bureau de l'Assemblée nationale. Les députés de la Majorité présidentielle (MP) vont aligner les candidatures Floribert Luhonge au poste de 1er vice-président et de Berocan Keraure au poste de rapporteur. Mais Henri Thomas Lokondo de la même famille politique maintient sa candidature à la vice-présidence de la Chambre basse du Parlement. Ce poste a été libéré par Charles Mwando Nsimba dont le parti a été exclu de la MP. Floribert Luhonge, est un ancien procureur général de la République. Cet originaire de la province du Tanganyika est le favori de la MP au poste de 1er vice-président. Berocan Keraure, médecin de profession et originaire de l'Ituri est proposé comme candidat au poste de rapporteur.

**Matata Ponyo inaugure une statue de Franco Luambo à Kinshasa.** Le Premier ministre, Matata Ponyo, a inauguré lundi 12 octobre une statue de François Luambo Makiadi dit « Franco » à la Place des artistes à Kinshasa. Cette œuvre de 2,97 mètres de haut et de 400 kilos est érigée en mémoire de cet artiste décédé le 12 octobre 1989.

**Ituri : ouverture officielle d'une maison d'achat d'or à Mambasa.** L'ONG Partenariat Afrique Canada (PAC) a implanté vendredi 10 octobre dernier dans le territoire de Mambasa (Ituri), une maison d'achat d'or dite « modèle à Somé ». A en croire la coordinatrice de PAC pour la région des Grands Lacs, Johan Leberg, PAC achète de l'or auprès des creuseurs artisanaux à revendre à un prix concurrentiel suivant les normes sur le marché international dans le cadre de son projet dénommé « Or juste ». « Le bénéfice de la communauté c'est qu'un pourcentage de profit sera versé à la communauté dans un fond de développement social. Le reste de profit va payer la durabilité du projet », a-t-elle déclaré.

**Elections en RDC : l'UE conditionne son appui à un calendrier révisé et un plan de décaissement.** L'Union européenne (UE) est disposée à soutenir l'organisation des élections notamment présidentielle et législatives dans les délais constitutionnels en RDC. Dans une déclaration consécutive à la démission du président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), l'organisation a demandé lundi 12 octobre la publication du calendrier électoral révisé et un plan de décaissement pour apporter son appui.

**RDC: le mouvement Lucha plaide pour la libération de ses membres.** Le mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) appelle à la libération de ses six membres détenus à Kinshasa et à Goma (Nord-Kivu). Une délégation de cette ONG, membre de la plate-forme Filimbi, séjourne depuis lundi 12 octobre dans la capitale, en provenance du chef-lieu du Nord-Kivu pour mener ce plaidoyer auprès des autorités congolaises.

**Ituri: un ancien notable d'Irumu accuse les FARDC de l'avoir séquestré.** L'ancien administrateur-adjoint du territoire d'Irumu (Ituri), Charles Bahemuka, accuse les militaires de la zone opérationnelle de l'avoir séquestré du 8 septembre dernier au 8 octobre dernier. Il l'a dénoncé au cours d'une conférence de presse, organisée mardi 13 octobre, à Bunia, chef-lieu de l'Ituri. Charles Bahemuka indique que ces militaires l'ont faussement accusé d'avoir enlevé un certain Behiza, fils d'un opérateur économique de Bunia, relâché depuis par ses ravisseurs.

**Sud-Kivu : des fortes pluies font un mort à Kalehe.** Une personne est morte mardi 13 octobre de suite de fortes pluies qui se sont abattues la veille dans le groupement de Lushebere en territoire de Kalehe (Sud-Kivu). D'après des sources locales, la personne décédée, une fillette de quinze ans était à la recherche du bois dans la brousse lorsqu'un arbre déraciné par la pluie est tombé sur elle. Plusieurs habitations ont également été détruites dans les territoires de Kalehe, Idjwi et Walungu, ajoutent la société civile.

**Nord-Kivu : le gouvernement congolais remet 250 tenues aux prisonniers de Munzenze.** Le gouvernement congolais, à travers le Comité technique du programme d'appui au renforcement de la Justice dans l'Est « Uhaki Safi », a remis mardi 13 octobre, deux cent cinquante tenues pour les détenus de Munzenze de Goma (Nord-Kivu). Un premier lot de 200 tenues pour les hommes et 50 pour les femmes a été remis aux autorités pénitentiaires, a indiqué le régisseur d'Uhaki Safi, Hubert Nzakimuena.

**L'Etat congolais appelé à rétrocéder 40% de la redevance minière aux provinces.** L'Etat congolais devra désormais rétrocéder 40% de la redevance minière. Sur cette quotité, 25% seront attribués à ces provinces et 15% autres aux territoires abritant les sites miniers. C'est l'une des recommandations de l'atelier sur la vulgarisation du code et règlement miniers, organisé samedi 10 octobre, par la Division provinciale des mines à Watsa, dans la nouvelle province de Haut-Uélé. Les participants à ces assises ont par ailleurs réclamé à l'Etat congolais l'institution des zones d'exploitation artisanale des minerais en faveur des exploitants miniers artisanaux. Kibali Gold Mines, Sokimo et Kilo mining devraient, selon les participants, gérer rationnellement l'environnement et prévenir les risques liés à l'exploitation minière. Ces entreprises minières sont également appelées à contribuer au développement communautaire, en construisant des infrastructures de base (écoles, hopitaux, routes et autres), ont recommandé les participants de cet atelier.

**RDC: l'opposition porte plainte pour agression lors de son meeting de N'djili.** La Dynamique de l'opposition politique a déposé mercredi 14 octobre une plainte contre inconnu au Parquet général de la République pour agression de ses membres lors de son dernier meeting à la place sainte Thérèse de N'djili à Kinshasa. Plusieurs de ses partisans avaient été grièvement blessés par des personnes «instrumentalisées pour troubler l'ordre public», selon le modérateur de cette plate-forme, Jean-Bertrand Ewanga, secrétaire général de l'Union pour la Nation congolaise (UNC). Il demande au Parquet d'enquêter sur ces exactions. Sans les citer, Jean-Bertrand Ewanga accuse certaines autorités de Kinshasa d'avoir téléguidé l'agression des partisans de l'opposition.

**RDC: Kinshasa la province la plus densément peuplée.** Kinshasa est la province qui compte le plus d'habitants au kilomètre carré en RDC, avec environ 1 109 habitants par km<sup>2</sup>, a indiqué mercredi 14 octobre à Kinshasa le directeur général intérimaire de l'Institut national de la statistique (INS), Serge Bokuma, lors de la présentation de son annuaire 2014. Selon ce document, la province de Kinshasa est suivie du Nord-Kivu, qui présente 108 habitants par km<sup>2</sup>, et de l'ex-Bas-Congo avec 100 habitants par km<sup>2</sup>. L'annuaire 2014 de l'INS classe le Maniema et l'ex-Province Orientale au bas de l'échelle, avec chacune 17 habitants par km<sup>2</sup>.

**Jeudi 15 octobre.**

**Beni: le général Mushale appelle les policiers et les militaires à protéger les civils.** Le commandant de la 3e zone de défense de l'armée congolaise, le général-major Léon Mushale, a appelé mercredi 14 octobre les militaires et policiers à protéger et défendre la population civile à Beni. Il a lancé cet appel au cours d'une parade militaire organisée deux jours après l'attaque contre deux villages du territoire Beni par des présumés rebelles. Une attaque qui a fait huit morts, selon la société civile.

**RDC: 8 habitants sur 10 vivent sous le seuil de pauvreté absolue.** Le dernier rapport du FMI sur l'état de l'économie congolaise divulgué mercredi 14 octobre relève que, selon les autorités de Kinshasa, le PIB par habitant de la RDC a doublé entre 2005 et 2012 mais qu'il reste faible, et que le taux de personnes vivant sous le seuil de pauvreté absolue (1,25 dollar par jour et par personne) n'a baissé que de 5 points dans le même temps pour s'établir à 82%. C'est l'un des taux de pauvreté parmi les plus élevés au monde.

**RDC : le Sénat appelé à ratifier la convention africaine de lutte contre la corruption.** Le vice-ministre de la Coopération internationale, Franck Mwendu Malila, a déposé, mercredi 14 octobre au Sénat, le projet de loi autorisant la ratification de la Convention africaine de lutte contre la corruption. Selon lui, il est important de ratifier ce texte qui créera un cadre efficace de lutte contre ce fléau. Les Sénateurs ont salué cette initiative et ont fait remarquer que la RDC se trouve dans la zone la plus corrompue de l'Afrique.

**Lubumbashi : l'Unadef dénonce le licenciement abusif des membres du G7 de l'administration publique.** L'Union nationale des démocrates fédéralistes (Unadef) dénonce le licenciement abusif des membres de son parti et ceux du G7-les sept partis exclus de la Majorité présidentielle-de l'administration publique. Au cours d'une rencontre, mardi 14 octobre avec la presse, le coordonnateur interfédéral de ce parti politique dans le Katanga, Christian Mwando, a indiqué que ces agents sont renvoyés par des services de sécurité. Il a notamment déploré le licenciement de Mme Kafwena, responsable du marché à qui les responsables de service de sécurité locaux ont demandé de quitter son poste.

**Kindu : la société civile opposée au nouveau prix de la traversée du fleuve.** La société civile de Kindu (SOCIMA) s'oppose au nouveau prix de la traversée du fleuve qui passe de 100 à 200 francs congolais la course par pirogue et hors-bord. Dans un communiqué de presse publié le 12 octobre, le président de la SOCIMA estime «non justifiée» cette hausse décidée depuis le 2 octobre dernier par la mairie car, selon lui, le prix du carburant à la pompe a baissé dans la ville.

**Grands lacs : Thomas Perriello appelle au respect des constitutions.** L'envoyé spécial des Etats-Unis pour les Grands lacs, Thomas Perriello, a appelé tous les pays de cette région à respecter leurs constitutions. Dans une interview exclusive accordée mercredi 14 octobre à Radio Okapi, il a déconseillé les pays des Grands Lacs à suivre l'exemple du Burundi qui a modifié sa constitution afin de permettre à Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat. Le diplomate américain pense que la situation au Burundi à l'heure actuelle « témoigne de la faiblesse de l'approche à ne pas respecter les constitutions ». Concernant la RDC, l'envoyé spécial déclare que la constitution doit être « maintenue et respectée » et que c'est le moment historique « pour une véritable démocratisation du pays ».

**Uvira : un festival pour promouvoir la cohabitation pacifique entre communautés.** La commission diocésaine justice et paix (CDJP) du territoire d'Uvira organise depuis lundi 12 octobre une série d'activités culturelles destinées à promouvoir la cohabitation pacifique entre les communautés Bafuliiru, Banyamulenge, Barundi, Bashi, Barega, Babembe vivant dans la plaine de la Ruzizi au Sud-Kivu. Le festival consiste à véhiculer à travers les chansons, danses, poèmes et pièces théâtrales, un message de paix, indiquent les organisateurs.

**Sud-Kivu : un journaliste burundais arrêté à Uvira.** Le journaliste burundais Egide Mwemero de la radio publique africaine (RPA) est détenu depuis trois jours au cachot des services des renseignements des Forces armées de la RDC à Uvira (Sud-Kivu). Le secteur opérationnel Sokola 2 l'accuse de complicité avec «un réseau qui déstabiliserait Bujumbura, la capitale burundaise».

**Ituri : une cache d'armes découverte à Bunia.** Le service des renseignements du secteur opérationnel des FARDC a découvert une cache d'armes dans l'entrepôt d'un commerçant à Bunia (Ituri), la nuit de mardi à mercredi 14 octobre dernier. Cette cache d'armes contenait trois fusils, des chargeurs et une grenade de fabrication chinoise. Dans les territoires de Djugu et de Mahagi, des témoins dénoncent également la résurgence de la circulation d'armes.

**Kinshasa: ouverture de la Grande Commission mixte RDC-RSA.** La 9<sup>ème</sup> session ordinaire de la Grande Commission mixte RDC-RSA s'est ouverte jeudi à Kinshasa. Dix ans après sa création, la Commission compte à son actif trente-cinq accords plus un protocole d'accord et des instruments légaux «qui ont démontré la force de la coopération bilatérale entre les deux pays», selon les ministres des Affaires étrangères congolais et sud-africain. La Commission doit présenter aux chefs d'Etat Joseph Kabila et Jacob Zuma les rapports des commissions ministérielles au cours d'un sommet qui s'ouvre ce vendredi au Palais de la Nation. En janvier 2004, les deux pays avaient signé un accord général pour promouvoir le développement socio-économique, politique et militaire. Selon la ministre sud-africaine des Affaires étrangères, Maite Nkwana, la force de cette coopération se traduit aujourd'hui par deux secteurs clés: la mise en œuvre du projet grand Inga et la coopération militaire.

**L'avenir du secteur minier de la RDC au centre de la 11<sup>ème</sup> édition de l'IPAD.** Les opérateurs et les investisseurs potentiels dans le secteur des mines discutent à Kinshasa avec le gouvernement et les fournisseurs de l'avenir du secteur minier en RDC. «Fournir une solide croissance économique en RDC grâce aux investissements et à la gouvernance dans les industries extractives» est le thème abordé jeudi 15 octobre au deuxième jour du forum de l'Infrastructure, Partenariat et Développement (IPAD). L'IPAD/RDC se veut un événement stratégique et international permettant aux acteurs clés de l'industrie minière et aux investisseurs d'accéder au potentiel minier de la RDC, estimé à 24 milliards de dollars. Au cours de cette édition, les organisateurs vont remettre les prix de l'industrie minière en RDC. Ce prix récompense l'excellence dans le secteur minier, mais aussi les personnes et les entreprises qui ont apporté une contribution significative à l'industrie minière.

**Sud-Kivu: rencontre des commerçantes de Cyangugu et de Bukavu.** Les commerçantes d'huile, de farine et de divers autres produits vivriers de Cyangugu (Rwanda) se sont réunies ce jeudi 15 octobre avec celles de Bukavu (Sud-Kivu) pour discuter de la création d'une plateforme pour le petit commerce transfrontalier entre Rwanda et la RDC. Cette rencontre tenue à Bukavu rentre dans le cadre du projet « Tushiriki Wote » de l'ONG Alerte internationale, qui travaille en collaboration avec l'Association pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin au Sud-Kivu (APEF). La majeure partie de ces femmes déclarent avoir un capital qui varie entre 50 et 100 dollars américains pour exercer le petit commerce. Elles se disent confrontées à plusieurs difficultés, notamment les tracasseries des services de l'Etat au niveau de la frontière.